

[Traduction]

L'hon. M. Stanfield: Une question supplémentaire. Le ministre et le gouvernement ont-ils l'intention, comme il a été annoncé, de construire le pont projeté sans l'approbation des autorités municipales d'Ottawa?

[Français]

L'hon. M. Marchand: La construction du pont, monsieur l'Orateur, a été autorisée par le cabinet et, en ma qualité de membre du cabinet, je vais en exécuter les décisions.

[Traduction]

M. David Lewis (York-Sud): Une question supplémentaire. Si j'ai bien compris le ministre, étant donné que le gouvernement assumera les frais de construction du pont, la décision lui revient à lui seul. Je demande au ministre quelles autorités paieront les approches du pont à ses deux extrémités et s'il est nécessaire ou non de les consulter?

[Français]

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, je crois avoir dit tout à l'heure que les autorités ont été consultées. Même si le processus de consultation n'a peut-être pas été aussi complet que souhaitable, des consultations ont eu lieu. Le gouvernement de l'Ontario était au courant de la décision, de même que la municipalité d'Ottawa.

[Traduction]

L'hon. M. Stanfield: Une question supplémentaire. Je demande au premier ministre si c'est cela sa conception du fédéralisme.

M. l'Orateur: Je crois que le représentant de Fraser Valley-Ouest a une question complémentaire à la précédente.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES PLUIES DILUVIENNES AU MANITOBA— DEMANDE DE SECOURS

M. E. B. Osler (Winnipeg-Sud-Centre): Ma question s'adresse au premier ministre. Depuis de nombreuses semaines, il pleut presque continuellement dans le Sud-Est du Manitoba. Les agriculteurs sont absolument incapables de cultiver leurs terres. Ils ne peuvent pas ensemer et, dans bien des cas, ne peuvent même pas se servir de leurs machines pour faire les foin. Il en résulte que non seulement les agriculteurs, mais même les citoyens sentent qu'il se prépare une catastrophe. Je demande au premier ministre s'il peut assurer à la Chambre que des mesures seront prises en vue de remédier à cette situation dans un avenir immédiat.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il existe une politique en vertu de laquelle le gouvernement fédéral vient en aide aux provinces qui sont victimes de catastrophes semblables. Je remercie le député d'avoir signalé cette question au gouvernement. Je dois ajouter qu'en raison de notre foi dans le fédéralisme, nous ne passons à l'action, dans de tels cas, qu'après avoir reçu une demande de la part du premier ministre de la province. Autant que je sache, aucune demande dans ce sens n'a été reçue.

LES CÉRÉALES

LE BLÉ—LA RÉDUCTION DES EMBLAVURES— LA RÉALISATION DU PROGRAMME GOUVERNEMENTAL

M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar): Je voudrais poser une question supplémentaire au ministre de l'Agriculture. Étant donné qu'aux dernières nouvelles et selon les rapports sur la récolte, la réduction des emblavures dans l'Ouest aurait eu comme suite l'utilisation des superficies soustraites au blé pour la culture du colza, du lin, de l'orge et d'autres récoltes, les jachères d'été n'ayant augmenté que de 6 p. 100, le ministre fera-t-il une déclaration à l'appel des motions avant le congé pour indiquer quelles autres mesures on compte prendre...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Il me faut interrompre le député. A mon avis, ce n'est pas une question supplémentaire. Je reconnais son importance et puisqu'elle a été posée, pour gagner du temps le ministre serait peut-être disposé à y répondre et à dire à la Chambre s'il y aura une déclaration.

M. Gleave: Ce serait assez difficile pour le ministre, car je n'ai pas posé ma question. Le ministre peut-il dire à la Chambre s'il entend prendre d'autres mesures pour réaliser l'objectif annoncé précédemment selon lequel le gouvernement verserait en espèces une somme de 140 millions de dollars aux cultivateurs aux termes du programme Lift?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, ce n'était pas là la politique annoncée. Ce montant représentait le maximum dont pouvaient bénéficier les cultivateurs s'ils participaient entièrement au programme comportant 22 millions d'acres. Toutefois, le programme annoncé il y a déjà quelques semaines a été offert à tous les cultivateurs...

M. l'Orateur: A l'ordre. Je dois interrompre le ministre. On a demandé, sauf erreur, si le ministre ferait une déclaration. Je le répète, il ne s'agit pas d'une question complémentaire.